

A la fin de l'année 1993, le Maroc ne sera plus membre du Conseil de sécurité. Cette influence moins grande sur le plan international risque d'aider également la solution pacifique envisagée.

Je me permets dès lors de poser au Conseil fédéral les questions suivantes:

1. Ne serait-il pas possible au Conseil fédéral de laisser au Sahara occidental un nombre minimum de personnes de façon que le jour où la Minurso pourra véritablement organiser le référendum, nous puissions très rapidement compléter la SMU et assumer pleinement et sans difficulté notre mission?
2. Cette décision de désengagement ne risque-t-elle pas d'être défavorable à l'image de la Suisse dans les milieux diplomatiques de l'OUA et de l'ONU?
3. Le suivi médical des troupes placées au Sahara occidental sous l'égide des Nations Unies sera-t-il assuré et sait-on déjà par qui?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bäumlin, Bodenmann, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Carobbio, Caspar-Hutter, Danuser, Darbellay, Duvoisin, Haering Binder, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Jeanprêtre, Jöri, Leemann, Marti Werner, Rechsteiner, Rohrbasser, Sandoz, Savary, Steiger Hans, Ziegler Jean (23)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 2. Februar 1994
Rapport écrit du Conseil fédéral
du 2 février 1994

1. En raison des difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre du référendum au Sahara occidental dans le délai imparti, le Conseil fédéral a, dès la fin de 1992, réduit au minimum l'effectif de l'Unité sanitaire suisse et révisé à la baisse le concept médical de son engagement. Les deux cliniques annexes à Smara et Dakkha ont été fermées. Le personnel est passé de 84 à 50 unités. Depuis le début de 1993, l'assistance médicale des membres de la Minurso se limite à la clinique de Laâyoune, à deux postes sanitaires avancés ainsi qu'aux patrouilles médicales volantes. Une nouvelle réduction de ce concept minimal, qui exige un effectif d'au moins 50 personnes, compromettrait l'assistance médicale aux membres de la Minurso, et serait donc inacceptable.
2. La disposition de la Suisse à prolonger de plus de deux ans l'engagement de l'Unité médicale suisse, limitée initialement par l'ONU à une période de six mois, a été considérée par la communauté internationale comme une contribution de valeur à la mission. Les Nations Unies ont fait preuve de compréhension à l'égard de la Suisse qui ne peut pas lier pour une période indéterminée une grande partie de ses ressources financières et de son personnel dans le domaine du «peacekeeping» à une opération de maintien de la paix qui se prolonge. Par ailleurs, notre retrait ne constitue pas un cas unique. Bien avant la Suisse, la Grande-Bretagne a mis un terme à sa coopération en faveur de la Minurso. L'Australie en fait de même.
3. Désireux d'éviter toute solution de continuité dans l'assistance médicale en faveur des membres de la Minurso, le Conseil fédéral a avisé l'ONU dès le 10 novembre 1993 du retrait de l'unité suisse. L'engagement de l'Unité sanitaire suisse a été par ailleurs prolongé jusqu'en juin 1994 afin d'assurer une transition aussi harmonieuse que possible. L'ONU dispose ainsi d'une période de plus de six mois pour trouver une solution de rechange appropriée. A l'heure actuelle, nous ne sommes pas encore en mesure de dire quel pays assumera cette tâche.

Präsidentin: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nur teilweise befriedigt und verlangt Diskussion.

Abstimmung – Vote
Für den Antrag auf Diskussion
Dagegen

76 Stimmen
90 Stimmen

93.3667

Interpellation Brügger Cyrill Entwicklung in Zaïre Evolution politique au Zaïre

Wortlaut der Interpellation vom 17. Dezember 1993

In letzter Zeit mehren sich die Meldungen über die gefährliche Entwicklung in Zaïre. Menschenrechtsverletzungen sind an der Tagesordnung. Diktator Mobutu unterhält eigene Sicherheitskräfte, mit denen er eine eigentliche Schreckensherrschaft ausübt. Das Land steht kurz vor dem politischen, sozialen und auch wirtschaftlichen Kollaps mit unübersehbaren Konsequenzen für ganz Zentralafrika. Ein zweites «Somalia» mit noch weiter reichenden Konsequenzen für die internationale Staatengemeinschaft ist vorauszusehen. Angesichts dieser gefährlichen Situation erlaube ich mir, dem Bundesrat folgende Fragen zu stellen:

1. Wie beurteilt der Bundesrat die aktuelle politische Lage in Zaïre?
 2. Vor allem in den Provinzen Shaba und Kivu sollen ethnische Verfolgungen grösseren Ausmasses im Gang sein, welche zu wildesten Ausschreitungen führen. Kann der Bundesrat die Meldungen bestätigen, und welches ist die genaue Sachlage?
 3. Die nationale Einheitskonferenz – von Mobutu als demokratische Institution in voller Legitimität anerkannt – ernannte Herrn Tshisekedi zum Ministerpräsidenten. Nachträglich hat Mobutu einen ihm hörigen Ministerpräsidenten, Herrn Birindwa, eingesetzt. Zu welcher der beiden Regierungen unterhält unser Land diplomatische Beziehungen? Müsste nicht die Regierung Tshisekedi den Vorzug erhalten?
 4. Laut inoffiziellen Quellen werden von der Schweiz zurückgeschaffte Asylbewerber bei ihrer Ankunft von den Sicherheitskräften Mobutus verhaftet und auch gefoltert. Kann der Bundesrat solche Meldungen bestätigen? Wenn ja, würde die Schweiz gegen die Europäische Menschenrechtskonvention (EMRK) verstossen. Ist der Bundesrat bereit, seine Asylpolitik gegenüber zairischen Flüchtlingen der dramatischen Entwicklung anzupassen?
 5. Ist der Bundesrat gewillt, nötigenfalls wirtschaftliche und politische Sanktionen anderer Staaten mitzutragen, sollte Mobutu mit seiner Schreckensherrschaft weiterfahren? Ist er namentlich bereit, sich dem politischen Druck anzuschliessen, den Belgien, die USA und auch Frankreich auf das Regime Mobutu ausüben?
 6. Welche Möglichkeiten sieht der Bundesrat, die riesigen Vermögenswerte Mobutus, welche auf Schweizer Banken ruhen, zu sperren?
 7. Wäre der Bundesrat allenfalls bereit, die Forderung von Uno-Mitgliedstaaten, Sicherheits- und Friedenstruppen zu entsenden, mitzutragen? Die persönlichen Sicherheitskräfte Mobutus stellen eine echte Gefahr dar und sollten so rasch wie möglich entwaffnet werden.
 8. Welche Möglichkeiten sieht der Bundesrat, dem von der nationalen Einheitskonferenz rechtmässig eingesetzten Ministerpräsidenten Etienne Tshisekedi beizustehen, damit dieser seine Regierungsaufgaben in dieser schwierigen Übergangsphase auch erfüllen kann?
- Die Zeit drängt. Der Bürgerkrieg kann jeden Tag endgültig ausbrechen. Der Bundesrat wird aufgefordert, rasch alles in seiner Macht Stehende zu unternehmen, damit es nicht zur Katastrophe kommt.

Texte de l'interpellation du 17 décembre 1993

Ces derniers temps, les nouvelles relatant la dangereuse évolution politique que connaît le Zaïre se sont multipliées. Les violations des droits de l'homme se quotidiennes. Les persécutions ethniques font chaque jour d'innombrables victimes. Le dictateur Mobutu entretient ses propres forces de sécurité, grâce auxquelles il gouverne par la terreur. Le pays e



au bord d'un effondrement politique, social et économique aux conséquences imprévisibles pour toute l'Afrique centrale. Une seconde Somalie se dessine à l'horizon, avec des répercussions bien plus graves pour la communauté internationale. Compte tenu des dangers que présente la situation, je me permets de poser les questions suivantes au Conseil fédéral:

1. Que pense-t-il de la situation politique au Zaïre?
2. La population des provinces du Shaba et du Kivu sont apparemment victimes de persécutions ethniques à grande échelle qui sont à l'origine de violences de la pire sauvagerie. Le Conseil fédéral est-il en mesure de confirmer ces informations? Sait-il quelle est réellement la situation?
3. Reconnue par le président Mobutu comme une institution démocratique parfaitement légitime, la Conférence nationale a nommé M. Tshisekedi au poste de Premier ministre. Par la suite, le président Mobutu a désigné un premier ministre à sa botte en la personne de M. Birindwa. Avec lequel de ces deux gouvernements notre pays entretient-il des relations diplomatiques? Ne devrait-on pas accorder la primauté au gouvernement Tshisekedi?
4. On a appris de source non officielle que les demandeurs d'asile zaïrois renvoyés par la Suisse sont arrêtés et même torturés par les forces de sécurité du président Mobutu dès leur arrivée au Zaïre. Le Conseil fédéral est-il en mesure de confirmer ces informations? Si tel est le cas, la Suisse violerait la Convention européenne des droits de l'homme. Le Conseil fédéral est-il disposé à adapter sa politique d'asile envers les demandeurs zaïrois en fonction de l'évolution dramatique de la situation dans leur pays?
5. Le Conseil fédéral est-il prêt, si besoin est, à se joindre aux sanctions économiques et politiques prises par d'autres Etats si le président Mobutu devait continuer à utiliser la terreur pour gouverner? Est-il notamment disposé à s'associer aux pressions politiques que la Belgique, les Etats-Unis et la France exercent sur le régime du président Mobutu?
6. Voit-il un moyen de bloquer les avoirs considérables que le président Mobutu a accumulés sur des comptes bancaires en Suisse?
7. Serait-il prêt à appuyer les revendications de certains membres de l'ONU qui veulent envoyer des troupes de maintien de la paix au Zaïre? Les forces de sécurité du président Mobutu représentent un véritable danger et doivent donc être désarmées le plus tôt possible.
8. Comment le Conseil fédéral pourrait-il aider le Premier ministre Etienne Tshisekedi, élu en toute légalité par la Conférence nationale, à assumer ses fonctions gouvernementales au cours de la difficile période de transition?

Le temps presse. La guerre civile peut éclater d'un jour à l'autre. C'est pourquoi je prie le Conseil fédéral d'entreprendre sans tarder tout ce qui est en son pouvoir pour éviter la catastrophe.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aguet, Bär, Baumann, Béguelin, Bodenmann, Borel François, Bühlmann, Carobbio, Caspar-Hutter, Danuser, de Dardel, Diener, Dünki, Duvoisin, Eggenberger, Fankhauser, Fasel, von Felten, Gardiol, Gonthier, Grendelmeier, Gross Andreas, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hämmerle, Herczog, Hollenstein, Jeanprêtre, Leemann, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Matthey, Mauch Ursula, Meier Hans, Meyer Theo, Misteli, Rechsteiner, Ruffy, Seiler Rolf, Sieber, Steiger Hans, Strahm Rudolf, Thür, Vollmer, Ziegler Jean, Zisyadis, Zwygart (47)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 23. Februar 1994

*Rapport écrit du Conseil fédéral
du 23 février 1994*

1. Am 24. April 1990 kündete Präsident Mobutu Sésé-Séko die Auflösung des Einparteiensystems und die Einführung einer dritten Republik auf der Grundlage von Pluralismus und demokratischen Prinzipien an. Auf Verlangen der Oppositionspar-

teien wurde am 7. August 1991 in Kinshasa eine Nationalkonferenz eröffnet, welche 2800 Delegierte nach verschiedenen Unterbrüchen vereinte. Diese beendete ihre Arbeiten am 6. Dezember 1992. Leider konnte der von der Nationalkonferenz für die Übergangsperiode vorgesehene Plan, welcher eine Zusammenarbeit unter den aus den Arbeiten hervorgegangenen Institutionen (Staatschef, Übergangsregierung, «Haut Conseil de la République») für die Vorbereitung demokratischer Wahlen vorsah, nicht eingehalten werden. Verantwortlich dafür ist vor allem Präsident Mobutu, welcher die von der Nationalkonferenz vorgesehene Machtteilung ablehnte und verhinderte, dass der «Haut Conseil de la République» und die Übergangsregierung die von der Konferenz vorgesehenen Rollen ausüben konnten. Am 17. März 1993 wählte eine durch Präsident Mobutu einberufene Versammlung von rund 150 Personen, die «conclave du Palais de la Nation», Faustin Birindwa zum Premierminister. Dieser war Generalsekretär von Etienne Tshisekedis Partei, aus welcher er früher ausgeschlossen wurde. Präsident Mobutu entliess Tshisekedi und ernannte Birindwa am 29. März 1993 zum Premierminister. Der «Haut Conseil de la République» erklärte die Regierung Birindwa für illegal. Auch wurde sie weder von der Europäischen Union noch von den Vereinigten Staaten anerkannt; sie übt jedoch die effektive Kontrolle über die zairische Verwaltung aus. Die Konfrontation zweier Regierungen, zweier Parlamente und je nach Partei unterschiedlicher Verfassungstexte bedrohen das Land mit Anarchie.

Angesichts dieser Lage versuchten verschiedene Staaten, insbesondere Belgien, Frankreich und die Vereinigten Staaten, Druck auf den zairischen Staatschef auszuüben, und verhängten Sanktionen gegen dessen Regime. Die Lage in Zaire veranlasste auch die Uno, sich aktiv für eine Überwindung der dortigen Krise einzusetzen. Der Uno-Generalsekretär entsandte eine humanitäre Mission und beauftragte Lakhdar Brahimi, als sein Sondergesandter nach einer Lösung für die politische Blockierung zu suchen. Dieser brachte Vertreter der präsidentiellen Strömung und solche der Opposition zusammen, wobei über die Fortsetzung des Übergangs und die Organisation zukünftiger Wahlen verhandelt wurde. Zwar konnte eine Einigung bezüglich der Verteilung der Zuständigkeiten zwischen den Übergangsbehörden, der Zusammensetzung des Übergangsparlaments und der Übergangsregierung sowie über die Veranstaltung der Wahlen erzielt werden. Bisher scheiterten indessen die Verhandlungen über die Ernennung des Chefs der Übergangsregierung, welcher bis zur Abhaltung der Wahlen die beiden Regierungen ersetzen soll. Präsident Mobutu erklärte sich damit einverstanden, dass die neue Übergangsregierung durch eine Persönlichkeit der Opposition geleitet wird, die durch das Übergangsparlament ernannt werden soll. Ihm zufolge sollen die Wahlen vor Ende 1994 stattfinden. Der Bundesrat hofft, dass die Verhandlungen bald zu einem Ende gelangen, um eine Zusammenarbeit der Übergangsinstitutionen im Hinblick auf die Abhaltung demokratischer Wahlen zu ermöglichen.

2. Der Bundesrat verfolgt die besorgniserregende Entwicklung der Menschenrechtssituation in Zaire aufmerksam. Er verfügt dabei über Informationen, welche die schweizerische Botschaft in Kinshasa und in diesem Bereich aktive Nichtregierungsorganisationen gesammelt und übermittelt haben. Die entsprechenden Hinweise zeigen, dass die Gesamtheit der zairischen Bevölkerung zivilen und militärischen Behörden ausgesetzt sind, die sich wenig um die grundlegenden Rechte der Person kümmern. Eine Politik, welche Spannungen zwischen ethnischen Gruppen fördert (Kasaïens in Shaba) und die nicht ohne Bezug zu Präsident Mobutu und dessen Umgebung zu sein scheint, führte zu Todesopfern, zu Massenwanderung und einer generellen Zunahme der Unsicherheit. Schlechtbezahlte und sich selbst überlassene Armeeangehörige sichern sich ihr Überleben oft auf Kosten der Bevölkerung. Angesichts der schweren politischen, wirtschaftlichen und sozialen Krise Zaires, der herrschenden Desorganisation (inklusive Telekommunikation, Post usw.) ist es vor allem im Innern des Landes schwierig, eine Bilanz über die Menschenrechtsverletzungen zu ziehen. Jegliche Information ist mit Vorsicht aufzunehmen, wobei die Zahlen oft im besten Fall nur Grös-

senordnungen wiedergeben. Eine Verbesserung der Menschenrechtssituation in Zaire hängt eng mit der Lösung der politischen Krise des Landes zusammen.

3. Die Schweiz anerkennt Staaten, nicht jedoch Regierungen. Die gegenüber den beiden zairischen Regierungen einzunehmende Haltung entzieht sich somit dem Völkerrecht und beruht auf einer politischen Entscheidung. In diesem Zusammenhang erachteten es die Schweizer Behörden für sinnvoll, die Anerkennung der einen Regierung auf Kosten der anderen zu vermeiden und die Einsetzung einer einzigen, von allen zairischen Parteien anerkannten Regierung abzuwarten. Die schweizerische Botschaft in Kinshasa hat bisher enge und offene Kontakte mit Mitgliedern der Regierung Tshisekedi bewahrt und gleichzeitig, wenn dies notwendig war, mit der von der Regierung Birindwa kontrollierten Verwaltung gearbeitet.

4. Wie bereits weiter oben erwähnt, ist sich der Bundesrat der allgemeinen Menschenrechtslage bewusst und ist beunruhigt darüber. Vor dem Entscheid über die Rückschaffung eines abgewiesenen Asylbewerbers werden in jedem einzelnen Fall die Risiken für ihn und seine Familie analysiert; gleichermaßen wird geprüft, ob die Rückschaffung im Sinne von Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention statthaft ist. Bis anhin verfügt der Bundesrat über keine Informationen, wonach abgewiesene Asylbewerber aus Zaire nach ihrer Rückkehr gefoltert worden wären.

5./6. Gegenüber der zairischen Krise versucht die Schweiz einen beschwichtigenden Einfluss auszuüben sowie zur Aufnahme des Dialogs und der Fortsetzung des Demokratisierungsprozesses zu ermutigen. Diesbezüglich unterhält die schweizerische Botschaft in Kinshasa Kontakte mit den verschiedenen politischen Kräften Zaires sowie mit allen Übergangsinstitutionen. Im Bereich der Wirtschafts- und Handelsbeziehungen verzichtete die Schweiz auf besondere Aktivitäten wirtschaftlicher Zusammenarbeit mit Zaire. Es sind dort keine bedeutenden schweizerischen Direktinvestitionen zu verzeichnen. Zaire ist kein Schwerpunktland für die offizielle schweizerische Entwicklungszusammenarbeit. Bereits seit einigen Jahren unterstützt letztere lediglich kleine Projekte von Nichtregierungsorganisationen sowie Aktivitäten im Bereich der humanitären Hilfe zugunsten der betroffenen Bevölkerung. Somit stellt sich die Frage der Opportunität einer Aussetzung von Programmen der Entwicklungszusammenarbeit mit Zaire nicht.

Die Schweiz hat bisher keine formellen Sanktionen ergriffen, um den Vorwurf zu vermeiden, dass sie sich in die inneren Angelegenheiten eines Landes einmische, mit dem sie normale Beziehungen unterhält (der neue schweizerische Botschafter in Zaire, Wilhelm Schmid, überreichte Präsident Mobutu am 9. Oktober 1993 seine Beglaubigungsschreiben). Die eidgenössischen Behörden prüfen indessen sämtliche Optionen bezüglich möglicher Massnahmen, welche durch die internationale Gemeinschaft oder gewisse Staaten insbesondere gegenüber Guthaben von Präsident Mobutu ergriffen werden könnten. Eine diesbezügliche Blockierung oder Beschlagnahme wurde weder durch die Länder der Europäischen Union noch durch die Vereinigten Staaten vorgenommen. Im übrigen könnten solche Massnahmen in der Schweiz nur auf ein von den zairischen Behörden unterbreitetes Rechtshilfe-gesuch ergriffen werden. Mit Mobutu als Chef des zairischen Staates bleibt die Wahrscheinlichkeit eines solchen Gesuchs gering.

7./8. Um die gegenwärtige Krise in Zaire zu überwinden, ist der 1991 begonnene Demokratisierungsprozess fortzusetzen. Die verschiedenen zairischen Parteien haben ihre Verhandlungen weiterzuführen, um gemeinsam eine Übereinkunft zu finden, welche die Abhaltung demokratischer Wahlen erlaubt. Durch die Spaltungen innerhalb der politischen Klasse, welche den Machtkampf unter Zuhilfenahme von Gewalt oder Propaganda mit der Suche nach einer Lösung für die Probleme des Landes verwechselt, wird der Wille des Volkes nach einer friedlichen politischen Veränderung enttäuscht. Wenn auch Druck von aussen oder die Leistung Guter Dienste nützlich sein mag, um die Parteien zu einer Einigung zu veranlassen, scheint sich die Entsendung friedenserhaltender Truppen nicht aufzudrängen. Falls die laufenden Verhandlungen auf die Abhaltung von

Wahlen unter guten Bedingungen hinauslaufen, wird das EDA die Unterstützung des weiteren Demokratisierungsprozesses in Zaire prüfen, wobei beispielsweise Wahlbeobachter zur Verfügung gestellt werden könnten.

Präsidentin: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nur teilweise befriedigt und verlangt Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion

75 Stimmen

Dagegen

91 Stimmen

93.3627

Interpellation Weder Hansjürg Zerfall schützenswerter Denkmäler in der Schweiz Monuments historiques en péril

Wortlaut der Interpellation vom 15. Dezember 1993

Die Schweiz hat seinerzeit – im europäischen Jahr für Denkmalpflege und Heimatschutz – die Charta von Amsterdam mitunterzeichnet und steht daher in der Pflicht, «überlieferte Kulturschätze gegen die wachsende Bedrohung vor Vernachlässigung und Verfall, absichtlicher Zerstörung und Beeinträchtigung durch übermässigen Verkehr zu schützen». In unserem Land sind jedoch «Hunderte von bedeutenden Denkmälern vom Zerfall bedroht» (Zitat von André Meyer, oberster Denkmalpfleger der Schweiz), weil das Geld zur Sanierung fehlt. Zu erwähnen sind unter vielen anderen: die Kapelle San Antonio da Padova in Lasciallo, das Cénotaphe in Neuenburg, das Ossarion von Cauco, die Bibliothek Casa Berna in Prato Sornico, die Wallfahrtskapelle in Götschwiler oder das Theater in La Chaux-de-Fonds.

Ich frage deshalb den Bundesrat an:

1. Teilt der Bundesrat die Besorgnis über den Zustand dieser und anderer bedeutender Denkmäler in der Schweiz?
2. Ist der Bundesrat bereit, sich gegen einen weiteren Zerfall dieser Denkmäler und für deren Erhaltung einzusetzen?
3. Welche konkreten Massnahmen gedenkt der Bundesrat diesbezüglich zu ergreifen?
4. Welchen Stellenwert genießt beim Bundesrat die Europäische Charta für Denkmalpflege und Heimatschutz?

Texte de l'interpellation du 15 décembre 1993

Lors de l'année européenne du patrimoine architectural, la Suisse avait signé la Charte d'Amsterdam et s'était engagée à protéger le patrimoine culturel contre les menaces croissantes de la négligence et de la dégradation, de la destruction intentionnelle et des atteintes dues à une circulation automobile excessive. Pourtant, comme l'affirme A. Meyer, le plus haut responsable de Suisse en matière de protection du patrimoine culturel, des centaines de monuments suisses de grande valeur sont menacés de disparaître, par manque de fonds pour les restaurer. On mentionnera à cet égard: la chapelle Saint Antoine de Padoue à Lasciallo, le cénotaphe de Neuchâtel, l'ossuaire de Cauco, la bibliothèque Casa Berna de Prato Sornico, la chapelle du pèlerinage de Götschwiler ou le théâtre de La Chaux-de-Fonds.

C'est pourquoi je pose les questions suivantes au Conseil fédéral:

1. Est-il lui aussi préoccupé par l'état de ces monuments et d'autres monuments suisses de grande valeur?
2. Est-il prêt à s'engager pour arrêter la dégradation de ces monuments et pour les restaurer?
3. Quelles mesures concrètes entend-il prendre?
4. Quelle valeur accorde-t-il à la Charte européenne pour la conservation du patrimoine architectural?